

La réforme du lycée



© Jastrow-Duomo di Firenze / Wikimedia Commons

MISE EN PLACE CETTE ANNÉE DANS L'IMPRÉPARATION LA PLUS TOTALE, LA RÉFORME DU LYCÉE voulue par Jean-Michel Blanquer provoque désorganisation, difficulté à faire son travail, stress, culpabilisation des personnels. Retour sur un saccage...

L'assaut néolibéral est en marche

La réforme du lycée imposée par le gouvernement et son ministre de l'Éducation nationale contre la volonté des personnels a introduit des changements profonds dans l'organisation des enseignements mais également dans le système d'évaluation.

La réforme du lycée est à l'image de toutes les réformes impulsées dans l'Éducation nationale depuis quelques années : verticale, autoritaire, sans consultation et sans anticipation. Leurs altesses décident et l'intendance doit suivre. Il en résulte pour les personnels le sentiment d'être pris dans un tourbillon permanent d'injonctions paradoxales ou

contradictoires. Les banques nationales de sujets annoncées pour les mois d'octobre-novembre ont été mises en ligne le 10 décembre, quatre mois après la rentrée ! Dans certaines disciplines, les enseignants ont été informés des attendus pour les épreuves d'Épreuves communes de contrôle continu (E3C) deux semaines avant qu'elles ne commencent ! À cela s'ajoute un décalage entre les attentes des programmes et le niveau des élèves, que ce soit en langues, en mathématiques ou en histoire-géographie. Le fossé est important entre l'ampleur des contenus et le nombre d'heures imparties pour traiter les

différentes questions. Que dire de ces sujets truffés d'erreurs, mais qu'il est interdit de modifier ?

Rompre avec l'hégémonie de la série S... vraiment ?

C'était l'un des objectifs phares de la réforme de Jean-Michel Blanquer. Il fallait rompre avec l'hégémonie de la filière scientifique et des mathématiques ! Pour ce faire, le ministre a imaginé deux choses : un tronc commun sans mathématiques en Première générale et une spécialité destinée aux meilleurs élèves. De nombreux élèves de la voie géné-

PAROLES D'ÉLÈVE

« De mon point de vue, la réforme du lycée favorise ceux qui savent où ils veulent aller pour poursuivre des études dans le postbac. Certains de mes camarades ont pris des spécialités qui n'ont pas grand-chose à voir entre elles et le regrettent. Il y a parfois des choses incohérentes. Par exemple certains de mes camarades ont pris la spécialité SES mais sans la spécialité maths. Certains me demandent mes cours de maths pour comprendre ce qu'ils font en SES. Une chose qui est bien avec les enseignements de spécialités, c'est que ça nous amène à rencontrer plus de personnes. J'aime bien ça. Je trouve que dans certaines disciplines les programmes sont chargés, que ce soit en spécialité ou dans le tronc commun. En langue par exemple, on a huit axes à traiter pendant l'année ! Moi j'ai choisi la spécialité informatique et j'avoue que c'est compliqué. On nous initie au codage et au langage informatique mais c'est difficile. Une notion en appelle plusieurs autres. Si j'en avais fait un peu en Seconde, j'aurais peut-être pu suivre un peu

mieux, mais là c'est compliqué. Je pense que je vais l'abandonner. S'ajoute à cela le stress lié aux évaluations et en particulier aux E3C. J'appréhende beaucoup les E3C de février. En Seconde, il y avait tout de même moins de stress avec un contrôle continu qui ne comptait pas pour le bac. À cela s'ajoute le flou qui entoure les évaluations. Nous n'avons pas d'informations, nous ne savons pas quelles sont les attentes pour les épreuves, les profs sont dans la même ignorance. La réforme nous impose également de nous spécialiser mais en abandonnant l'une des trois spécialités. On craint de se fermer des voies possibles d'orientation pour le postbac, d'autant que l'on ne sait pas exactement quelles vont être les attentes dans le supérieur. Cette année, l'administration nous a distribué en novembre, soit deux mois après la rentrée, un papier pour nous demander quelle spécialité on allait abandonner ! »

Jules Arnaud, élève de Première au lycée Marseilleveyre, Marseille (13)

Andrew Mitchell, agrégé d'anglais au lycée Saint-Charles de Marseille (13)

L'US Mag : *Quels changements la réforme du lycée introduit-elle selon toi dans le travail des élèves ?*

Andrew Mitchell : À mes yeux la réforme du lycée est inadaptée aux véritables besoins pédagogiques du lycéen. Le lycée, c'est avant tout des lycéens, de jeunes gens dont les aspirations profondes, à cet âge, sont la construction d'une identité qui leur soit propre. Le lycée a toujours été ce lieu où les aspects matérialistes passaient au second plan face à une exigence de la formation d'un esprit critique formé au contact de la culture, et garanti par la transmission d'un savoir désintéressé et de valeurs universelles. Au lieu de cela, la réforme multiplie les occasions de rappeler aux élèves que tout se quantifie, tout se mesure, tout sert un intérêt pratique qui va faire d'eux non pas des citoyens ou des citoyennes mais des travailleurs qui seront toute leur vie au service d'une société qui marchande tout.

L'US Mag : *Le contenu des apprentissages est-il affecté d'après vous par cette réforme ?*

A. M. : En anglais, les sujets ressemblent de plus en plus à de mauvais titres de reportages sur l'actualité qui doivent être étudiés si vite que seuls peuvent en être abordés les aspects les plus saillants, avec ce risque de perdre toute possibilité de nuance dont est faite la vérité. Tout cela détruit cet esprit humaniste qui mettait en avant le désintéressement de l'apprentissage et garantissait la formation de l'esprit, l'exigence d'honnêteté.

L'US Mag : *La réforme contribue-t-elle à modifier les relations entre les enseignants et les élèves ?*

A. M. : Ce n'est pas seulement l'ancienne relation de l'élève à l'enseignant qui change en ce moment, c'est surtout un nouveau rapport de l'élève au monde qui est en train de s'opérer. Cette réforme lui dit : « vis pour travailler et tu auras le sentiment de t'accomplir dans ta vie personnelle ». Il est ainsi douloureux pour les enseignants, conscients de ce qui se joue dans cette réforme, de continuer à coopérer pleinement avec l'institution. Je fais partie de ceux-là : je fais ce que l'on me demande de faire, mais je le fais à contrecœur, sachant que je participe de façon honteuse à ce changement des relations humaines. Jamais en quinze ans d'enseignement, je n'avais ressenti tant d'écœurement à préparer mes cours, à évaluer ou bien même à conseiller. Et quand je vois les visages inquiets et fatigués des élèves, fatigués de devoir produire du rendement à chaque instant, inquiets de savoir s'ils vont réussir, je vois alors la souffrance, et je comprends qu'ils ne sont pas faits pour cette façon de travailler, je vois leur humanité, et j'en veux à l'institution de les malmené ainsi : tout ceci ne peut durer !

rale ont choisi les mathématiques et en souffrent. D'autres, ayant peu d'appétence pour cette discipline, l'on abandonnée, au risque de se fermer de nombreuses portes de l'enseignement supérieur. « Professeure principale de Seconde et prof de maths, je suis désolée de devoir déconseiller la poursuite des mathématiques à plusieurs de mes élèves sous prétexte qu'ils n'allient pas grande aisance et grosse capacité de travail » rappelle Clémentine Fardoux, enseignante à La Ciotat. « Je pense que les mathématiques contribuent à la formation de l'esprit et que tous les élèves profiteraient d'un enseignement adapté des mathématiques jusqu'au bac » ajoute-t-elle. Plus largement, la liberté de choix tant vantée par le ministre a débouché sur une reconstitution des filières. Selon une enquête du ministère : « 80 % des élèves se concentrent sur 3,5 % des triplettes » !

Faire vite et mal

Les enseignants ont le sentiment que le travail devient de plus en plus difficile et impossible à effectuer correctement. « La réforme du lycée, ce sont des groupes classes à 33, sans accompagnement personnalisé (AP), sans dédoublement, sur un format de deux fois deux heures » explique Tania Stephan, professeure de mathématiques au lycée Saint-Charles. Concrètement « une séance doit faire tenir la découverte d'une notion, la trace écrite, les démonstrations (d'une propriété que les élèves n'ont pas eu le temps, à la maison, de s'approprier), des exercices d'application (d'une notion que les élèves n'ont pas eu le temps de digérer). De fait, de nombreux élèves n'ont pas les acquis nécessaires pour accomplir ou entreprendre les choses qui leur sont demandées ». Même constat chez Anissa Knapnougel, professeure de SES dans le même lycée, qui se dit en « colère » face à « un programme infaisable dans des conditions dégradées d'enseignement ». « Je dispose de "deux blocs de deux fois deux heures" pour faire passer à mes élèves des savoirs gargantuesques mais aussi des savoir-faire. Il n'y a aucun dédoublement, aucun AP. Cette difficulté d'enseigner correctement se triple pour moi par une hétérogénéité accrue des élèves lorsque j'aborde les outils statistiques nécessaires en SES ». Le sentiment est ainsi assez partagé chez les collègues de participer à une entreprise de tri social. Nombreux sont ceux qui se disent tirillés professionnellement entre le désir de faire progresser tout le monde et la nécessité de faire le programme.

« Évaluationnite »

Souvenez-vous ! Le baccalauréat nouvelle formule devait simplifier un examen jugé dépassé et coûteux ! Un an plus tard, les enseignants se retrouvent plongés dans une frénésie d'évaluations à faire sur les heures de cours. Pour justifier des bienfaits de ce baccalauréat new-look, les discours sont rodés

et martelés par l'inspection comme par les chefs d'établissement : « Pourquoi adopter des conditions d'examen puisque ce ne sont pas des évaluations certificatives, mais formatives ? » ; « la copie doit être un point d'appui pour l'élève qui peut ainsi progresser ». En pratique, le baccalauréat Blanquer affaiblit l'égalité entre les élèves et les établissements et contribue à créer un baccalauréat local complètement dénué de valeur, comme en témoignent actuellement les fuites de sujets. On aurait pu penser que la dématérialisation des copies faciliterait les échanges entre établissement. Que nenni ! On dématérialise pour échanger à l'interne ! Pour prix de ce travail de correction : 50 euros par groupe, soit 1,42 euro la copie pour un effectif de 35 élèves ! Sans doute faut-il se féliciter d'être payé car après tout c'est notre mission... Le contrôle continu et le contrôle en cours de formation sont, pour les enseignants, pour les élèves et leurs parents, une source de stress permanente. Certains élèves négocient les coefficients, contestent les notes. D'autres se démotivent au vu des exigences attendues et de la complexité du programme.

Propagande...

Certains programmes sont devenus des outils de propagande d'une idéologie libérale complètement décomplexée sans aucun recul critique. « Sous l'égide d'économistes néolibéraux proches du gouvernement, le contenu

des programmes de spécialité de SES a été tourné massivement vers l'enseignement microéconomique du marché analysé, non pas comme une théorie fonctionnant sous hypothèses, mais comme réalité économique. L'exclusion de l'État, des enjeux sociaux du chômage, des inégalités révèle encore une fois cette mainmise libérale sur le programme de SES enseigné à nos lycéens de Première ayant choisi cette spécialité » rappelle Anissa Knapnougel. « Pense-t-on réellement former des élèves à un quelconque esprit critique de cette façon ? » s'interroge-t-elle. Face aux oppositions et aux contestations, l'administration se raidit et opte pour l'autoritarisme comme en témoigne la lettre adressée par le recteur de l'académie d'Aix-Marseille aux chefs d'établissement les engageant à « rappeler, avec pédagogie mais si besoin avec fermeté (laquelle est le sel de toute vraie pédagogie), ces principes dont certains semblent ignorés de divers enseignants entrés dans une logique de rébellion qui est la négation complète du statut de fonctionnaire ». En clair, un fonctionnaire est là pour obéir. Pourtant, une chose est sûre, si le service public subsiste aujourd'hui dans ce pays, c'est bel et bien grâce aux fonctionnaires qui, sur le terrain, savent prendre les bonnes décisions pour le faire fonctionner. ■

Rubrique réalisée par Nicolas Sueur